

Date de dépôt : 11 mai 2016

Réponse du Conseil d'Etat

**à la question écrite urgente de M. Eric Stauffer : Combien de
chômeurs engagés à l'Etat en 2015 ?**

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 22 avril 2016, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une question écrite urgente qui a la teneur suivante :

La Commission des finances ayant refusé que je pose cette question, j'interpelle directement le Conseil d'Etat.

Pour avoir une bonne vision de l'Etat de Genève, nous devons disposer des chiffres détaillés sur les engagements de chômeurs, par service dans le Grand Etat.

La directive de préférence cantonale demande un recours à l'office cantonal de l'emploi. Il est important de savoir quels sont les départements et services qui jouent le jeu et ceux qui ne le font pas.

Voici ma question :

En 2015, combien y a-t-il eu d'engagements de chômeurs dans le Grand Etat (y compris le Petit Etat et les entités subventionnées), en précisant par service ?

RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Notre Conseil a l'avantage de répondre à la question posée comme suit :

QUE 470 : En 2015, combien y a-t-il eu d'engagements de chômeurs dans le Grand Etat (y compris entités subventionnées), en précisant par service ?

Le nombre d'engagements s'élève à 1'404 chômeurs pour l'année 2015 au sein de l'Etat de Genève subventionnées.

**Département
Répondant**

Entité

Fondation des immeubles pour les organisations internationales

Etat de Genève

Services industriels de Genève

Cliniques de Joli-Mont et Montana

Etablissements médico-sociaux

Etablissements publics pour l'intégration

Hôpitaux Universitaires de Genève

Hospice général

Institution genevoise de maintien à domicile

Fondation des parkings

Transports publics genevois

Hautes écoles spécialisées

Université de Genève

Genève Aéroport

Palexpo SA

Le tableau ci-dessous détaille les engagements de chômeurs pour l'ensemble des départements pour l'année 2015.

Etat de Genève

Département présidentiel

Département des finances

Département de l'instruction publique, de la culture et du sport

Département de la sécurité et de l'économie

Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie

Département de l'environnement, des transports et de l'agriculture

Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte de la présente réponse.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Anja WYDEN GUELPA

Le président :
François LONGCHAMP